



ETUDE QUALITATIVE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION EN RDC

Rapport Synthèse : Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri



Note de rédaction

L'élaboration du présent rapport synthèse a été effectuée dans le cadre du projet « collecte des données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC », CDCPR en sigle, projet mis en œuvre par le PNUD, la MONUSCO et la Harvard Humanitarian Initiatives en collaboration avec les universités congolaises de l'Est.

Le projet produit trimestriellement des rapports des sondages des populations sur la justice, la sécurité et la stabilisation. Des interviews directes sont effectuées avec les résidents adultes de l'Est autour des thématiques concernées par le projet.

L'étude qualitative dont fait l'objet ce rapport synthèse a été réalisée par les Direction provinciale de l'Institut Nationale de la statistique (INS) Nord-Kivu et Sud-Kivu et le Bureau de l'ante de la Division du Plan à Bunia grâce à l'appui technique et financier du PNUD avec pour objectif de rentrer vers cette même population et surtout vers des informateurs clés du niveau des communautés pour appréhender les réalités derrière les réponses des interviews de l'étude quantitative.

Ce rapport a été rédigé par les chercheurs de l'INS au Nord Kivu et Sud-Kivu sous la coordination de Messieurs Célestin Kimanuka et Innocent Kadekere.

Les rédacteurs remercient Monsieur Isaac Mushokoro Kayaya et toute l'équipe du PNUD pour la supervision de ce travail, la MONUSCO, la HHI ainsi que tous les autres partenaires du projet CDCPR pour leurs appuis multiformes.

Les remerciements s'adressent aussi à tout le personnel d'enquête qui a travaillé avec abnégation sur le terrain mais aussi les lecteurs critiques qui ont passé en revue ce rapport.

En fin, les remerciements s'adressent à tous les informateurs clés et les populations qui ont donné leur temps pour répondre aux questions et donner des orientations utiles.

Les informations fournies et opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points vus du PNUD ou de la MONUSCO ni des bailleurs des fonds du projet CDCPR.

Table des matières

Note de rédaction	1
INTRODUCTION	3
RÉSULTATS DE L'ÉTUDE.....	5
THEME 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE.....	5
THEME 2 : JUSTICE	16
THEMES 3 : COHESION SOCIALE.....	20
THEMES 4. SUJET D'ACTUALITE.....	22

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
ANR	Agence Nationale de Renseignement
CDCPR	Projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en RDC
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
GMI	Groupe Mobile d'Intervention
HHI	Harvard Humanitarian Initiative
INS	Institut National de la Statistique
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo
PCR	Police de Circulation Routière
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
SIDA	Swedish International development cooperation Agency (Agence suédoise de coopération international pour le développement)
UCB	Université Catholique de Bukavu
ULPGL	Université Libre des Pays des Grands Lacs
UNIBU	Université de Bunia

INTRODUCTION

La présente étude réalisée aux mois de mars et avril 2018 visait principalement à approfondir les analyses des données récoltées dans le cadre du projet de collecte de données sur la consolidation de la paix et la reconstruction de la RDC par l'approche qualitative à travers l'organisation des focus groups et interviews ciblées dans trois provinces de l'Est de la RDC à savoir le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Dans chaque province l'enquête a eu lieu dans la ville (chef-lieu de la Province), dans un territoire et dans une Zone Prioritaire.

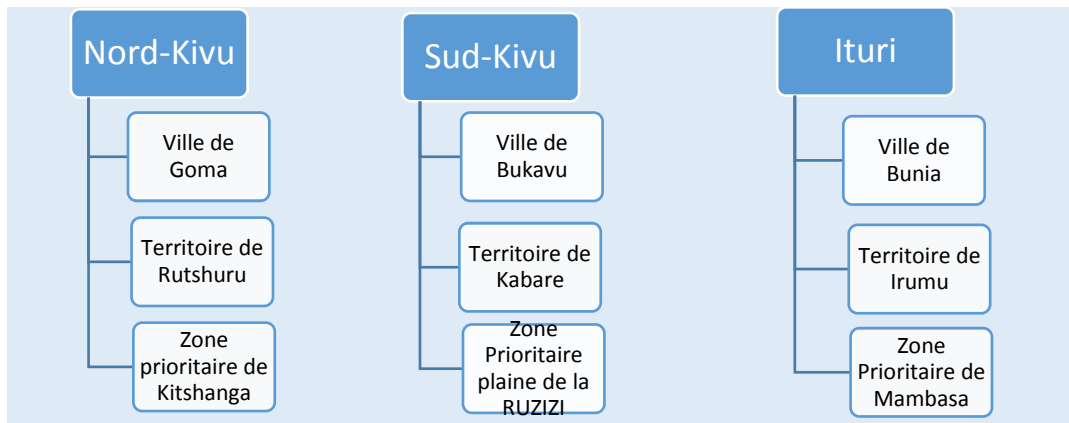


Figure 1.Choix des Villes, Territoires et Zones Prioritaires par Province

L'étude a été organisée d'une manière participative avec une triangulation de trois sources de données comme l'illustre le schéma ci-dessous :

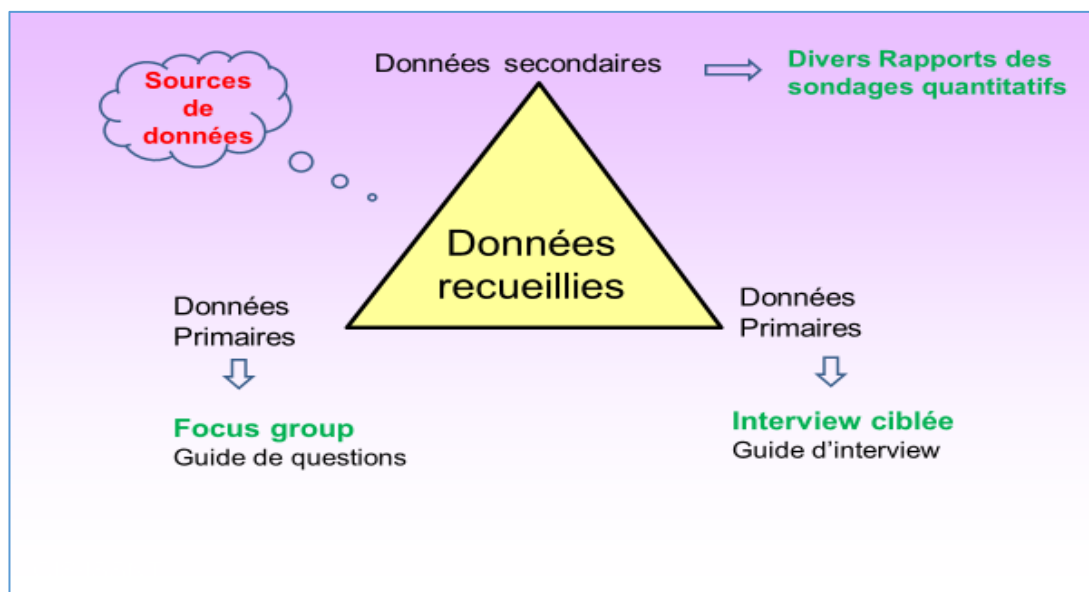


Figure 2.Triangulation de 3 sources de données

1. Les données secondaires issues des divers rapports des 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} sondages quantitatifs. Nous avons utilisé les résultats et leurs tendances,
2. Pour les données primaires qualitatives *par focus group*, l'outil principal était un guide de questions,
3. Les données primaires qualitatives *par interview ciblée* auprès des informateurs clés grâce à un guide d'interview semi structuré.

Etapes suivies

Pour des raisons de transparence et d'efficacité, nous avons suivi progressivement les étapes suivantes :

1. *Identification de la ville, d'un territoire d'enquête et d'une zone prioritaire.* Le choix de ces milieux était raisonné et a tenu compte des conditions sécuritaires et du budget disponible.
2. *Identification des informateurs clés :* le choix a été orienté vers ceux-là qui peuvent réellement fournir l'information voulue. Les informateurs clés ont été sélectionnés par **échantillonnage fonctionnelle ou de convenance**. Une liste préliminaire a été établie lors d'une séance préparatoire.
3. *Identification des groupes :* Avec l'aide des informateurs clés, les groupes ont été retenus en fonction des secteurs professionnels, âge et sexe. Les participants aux focus groups ont été identifiés sur toute l'étendue de la ville, dans le territoire et dans la Zone Prioritaire. Une liste d'identification des groupes potentiels avait été établie au préalable.
4. *Elaboration des outils d'enquête :* Nous avons élaboré un Guide de questions pour focus group, un guide d'interviews pour les interviews ciblées et un manuel d'agents enquêteurs.
5. *Sélection et formation des enquêteurs :* Pour réaliser cette étude sur le terrain, nous avons sélectionné 10 enquêteurs par Province qui ont été formés pendant 2 jours avant leur déploiement. Chaque équipe était formée d'un modérateur (animateur des débats) et de deux observateurs (dont la principale mission consistait à observer la session et prendre des notes). En cas de nécessité, les assistants étaient recrutés au sein même de la communauté pour maintenir l'ordre pendant les séances de focus group.
6. *Collecte de données proprement dite :* Cette activité de base s'est réalisée pendant 4 jours dans la Ville, 4 jours dans le territoire et 4 jours dans la Zone Prioritaire. Il s'agissait d'enregistrer toutes les informations détaillées pendant les séances. Les observateurs notaient exactement les mots utilisés par les intervenants, également les expressions sous forme de *message non verbal*. Certaines séances étaient enregistrées grâce à des dictaphones lorsque les enquêteurs l'autorisaient.
7. *Analyse et rédaction du rapport :* Cette opération a commencé dès la conception des thèmes et sous thèmes. Nous nous sommes ensuite donné une grille d'analyse, codé les informations recueillies avant de les traiter. Il s'agissait d'une analyse de contenu, bref une étude minutieuse des informations recueillies pour en extraire le contenu et les idées.

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

THEME 1 : SITUATION ET TENDANCE DU NIVEAU DE LA SECURITE

L'étude montre que nos enquêtés dans les trois provinces distinguent plusieurs formes d'insécurité vécus par la population. D'une part, l'insécurité se présente sous la forme objective ou subjective. Elle est ressentie individuellement ou collectivement.

D'autre part, leur l'ampleur est différemment ressentie par les habitants selon les milieux (urbain ou rural, selon les provinces, territoires, quartiers ou villages), selon la période (la journée ou la nuit), selon les circonstances (activités quotidiennes exercées) et selon que l'insécurité a des conséquences négatives sur les aspects physiques, économiques, sanitaires, sur l'agriculture, l'éducation, l'environnement, l'humanitaire, le transport et communication, la Gouvernance etc.

Le tableau suivant reprend les aspects d'insécurité tel qu'ils sont ressentis par la population de l'Est de la RDC

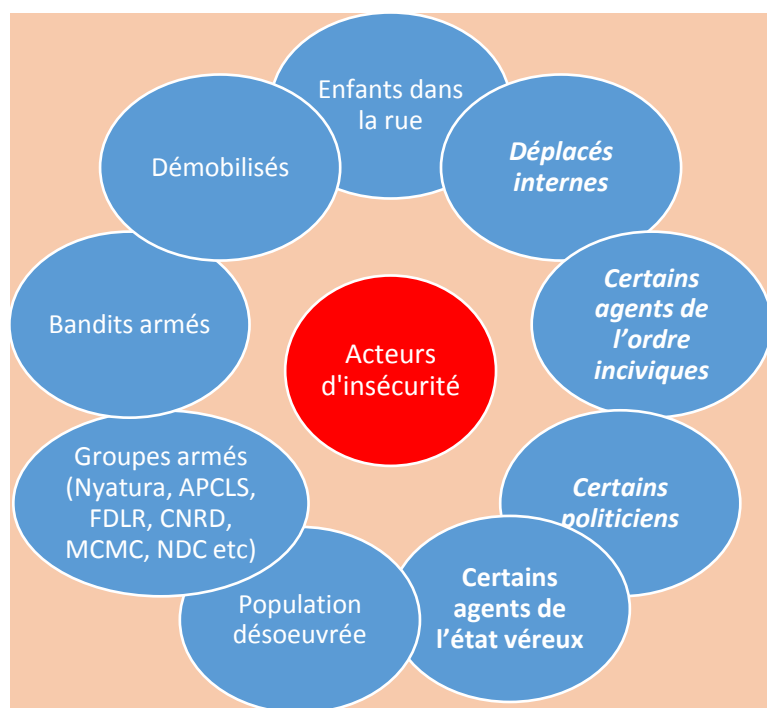
Aspect	Détails
<i>D'insécurité objective</i>	Assassinats, étranglement, kidnapping, braquage, coupeurs de route, vol, viol, pillage, torture, justice populaire, incendie criminelle, coups et blessures volontaires, arrestations arbitraires, réprimer violement des marches pacifiques des civiles, incursion des miliciens, combat entre les gardes parc et les braconniers, humiliations inhumaines en déshabillant la personne etc.
<i>Economiques</i>	Chômage des jeunes, tracasseries, taxes illégales, salaires insuffisants, faible pouvoir d'achat, effet du monopole sur le pouvoir d'achat, conflits fonciers, inflation monétaire, insécurité alimentaire, escroquerie, vente des faux produits, concurrence des femmes commerçantes rwandaises qui ne paient pas de taxe etc
<i>Sanitaire</i>	Vente des produits périmés, présence des immondices non évacuées, consommation des drogues et boissons à forte dose d'alcool, prise en charge médicale insuffisante, maladie épidémiques et endémiques, stress, manque de latrines, etc
<i>Politiques et organisationnels</i>	Mauvaise gouvernance, conflits entre la majorité au pouvoir et l'opposition politique, sensibilisation faites par les politiciens pour l'adhésion des jeunes dans des groupes armés, distribution des armes, manque de l'électricité et de l'eau dans certains milieux/quartiers, routes en mauvais état dans les quartiers, conflits de pouvoir, criminels arrêtés qui sont vite relâchés etc

Aspect	Détails
Socioculturels	Tribalisme, manque de cohésion sociale, haine entre les communautés, création des milices à connotation ethnique, tapage nocturne de certaines églises, violation de la liberté d'expression, conflits identitaires, conflits entre éleveurs et cultivateurs, multiplication des églises de réveil qui réduisent la cohésion entre les habitants, harcèlement sexuel etc
Autres aspects	Danger de la présence du volcan, du gaz, éboulement et autres catastrophes naturelles.

Situation du Nord-Kivu

On constate que la situation de sécurité se détériore de plus en plus dans la Province du Nord-Kivu et se caractérise principalement par des assassinats, des kidnappings, les braquages des véhicules, les vols, les viols, les tortures, les tracasseries, des incendies criminelles, la guerre intercommunautaire entraînant les déplacements massifs des populations.

Principaux acteurs d'insécurité au Nord-Kivu



Les principaux acteurs d'insécurité identifiés par la population sont des groupes armés, des bandits armés, certains agents indisciplinés parmi ceux censés assurer la sécurité de la population (Police, militaires, ANR etc), les enfants dans la rue (maibobo, antigang, Ososo) et autres inciviques non autrement identifiés, certains fonctionnaires véreux, les chômeurs, certains politiciens, les déplacés de guerre etc

Figure 3. Les acteurs d'insécurité au Nord-Kivu

Dans la ville de Goma comme dans les deux territoires, les personnalités rencontrées révèlent que la mauvaise gouvernance, la prolifération des groupes armés, la circulation des armes, l'impunité, la corruption, le manque d'actions de développement, la pauvreté, le mauvais traitement des agents de l'Etat, la manipulation des politiciens, le tribalisme de plus en plus croissant dans la communauté, la manque de formation ou d'instruction et de logistique des agents de sécurité semblent être les principales causes de l'insécurité.

Les enquêtés ont confirmé la tendance à la dégradation de la situation sécuritaire au Nord-Kivu. Pour les informateurs clés, des nombreuses raisons expliquent l'augmentation de l'insécurité dans certains quartiers de la ville Goma. Il s'agit principalement de : La prolifération des armes dans les mains de civil, la faiblesse du pouvoir, la corruption, l'impunité, l'instabilité politique, le taux de chômage élevé, le tribalisme, le faible effectif des agents de la police nationale, l'exode rurale qui impactent négativement le niveau sécuritaire dans la ville etc.

Les enquêtés rencontrés dans les cités de Kitshanga expliquent l'augmentation du niveau d'insécurité par la multiplicité des groupes armés à connotation ethnique, la prolifération des armes, la pauvreté, l'impunité, l'absence de l'autorité de l'Etat et la mauvaise gouvernance. Ils expliquent aussi cette tendance par le fait que les FARDC n'ont pas la force d'éliminer définitivement les groupes armés et se partagent des espaces avec les milices armées. Cela fait que les guerres ne se terminent pas. De plus, les camps de déplacés internes que l'on crée sans un encadrement efficace des vulnérables, augmente aussi le niveau d'insécurité. Les démobilisés mal encadrés constituent aussi une menace à la sécurité. Les habitants déplorent la manipulation des jeunes désœuvrés par les politiciens pour leurs propres intérêts et le problème de tribalisme qui ne fait que s'aggraver du jour le jour.

Dans le territoire de Rutshuru, les causes principales de l'insécurité sont : Présence des groupes armés incontrôlés, la prolifération des armes dans le milieu, la pauvreté, le manque d'emploi, la multiplicité des taxes illégales, le mauvais encadrement des agents de l'état, l'impunité, la mauvaise gouvernance et l'absence de l'autorité de l'état, la faible présence des militaires dans certains milieux, la présence des déplacés de guerre et le mauvais état des routes.

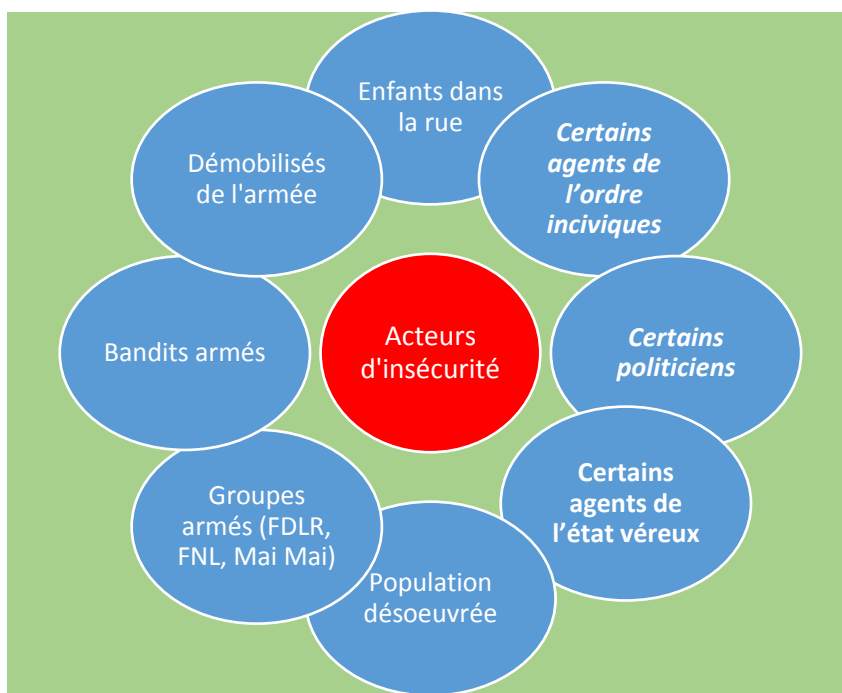
Situation du Sud-Kivu

La situation sécuritaire dans la province du Sud Kivu reste préoccupante de par les déclarations de la population enquêtée dont le sentiment est quasi négatif face à la sécurité dans le milieu où elle se trouve. Il a été remarqué que la tendance générale du niveau sécuritaire est en baisse aussi bien dans les milieux urbains que ruraux de la province du Sud-Kivu. Cependant, l'insécurité en milieu rural principalement dans la plaine de la Ruzizi est de plus en plus ressentie et accentuée qu'en ville de Bukavu ou dans le Territoire de Kabare.

Cela s'explique par : les morts d'hommes, les orphelins et veuves dû aux guerres, de violences sexuelles, le kidnapping, la vie sous stress, la pauvreté, le chômage, la peur d'un lendemain meilleur, des crépitements de balles, l'impunité, l'humiliation causée par le déshabillage forcé par les bandits surtout dans la plaine de la Ruzizi, etc

Plus encore la situation est complexe dans la plaine de la Ruzizi où la population ressent une insécurité totale à cause du braquage, des enlèvements, tueries surtout vers l'axe Sange-Uvira où la situation est dramatique avec des humiliations inhumaines où les gens sont déshabillés et dépourvus de tous leurs biens, de tracts /sms/ appels exigeant un versement par force d'une somme d'argent, une désolation semée par les bandits armés non autrement identifiés, les militaires ou policiers inciviques, les groupes armés, les jeunes du milieu animés de mauvaise foi et d'autres abandonnés au chômage, sans oublier la main cachée de certaines autorités politico administratives de la place.

Principaux acteurs d'insécurité au Sud-Kivu



Les principaux acteurs d'insécurité identifiés par la population sont des groupes armés (FDLR, FNL), les personnes sans emploi ou désœuvrées et mal intentionnées qui sont complices, les démobilisés de l'armée, les enfants dans la rue 'Maibobo' certains policiers et militaires indisciplinés, certains politiciens et notables

Figure 4. Les acteurs d'insécurité au Sud-Kivu

Il a été signalé que les causes de l'insécurité sont nombreuses. La plus prépondérante est le *manque d'emploi* poussant certaines personnes surtout les jeunes à se lancer dans les actes de banditisme, insécurisant ainsi les paisibles citoyens. A cela s'ajoute *l'impunité* surtout quand la population civile estime qu'en dénonçant les auteurs de l'insécurité, elle accentue elle-même son insécurité, vu que les auteurs ne purgent pas leurs peines conformément à la loi et sont aussitôt relâchés pour poursuivre avec leurs sales besognes.

Il s'en suit *la non scolarisation des enfants en âge scolaires* qui est une autre cause d'insécurité non négligeable. La population civile estime que certains parents sont indigents et dépourvus de moyens, au point de ne pas parvenir à assumer leur responsabilité de scolariser leurs enfants. Ces derniers s'adonnent alors soit à des boissons fortement alcoolisées, soit dans le mouvement des enfants dans la rue « *MAI BOBO* » soit dans l'enrôlement aux groupes armés comme les « *MAI MAI* » ou tout autre groupe de malfaiteurs ou de malfrats pour ainsi penser qu'ils pourront facilement y gagner mieux leur vie en terrorisant la population civile.

Spécifiquement, la plaine de la Ruzizi compte un effectif très faible d'éléments de forces de sécurité surtout au niveau des frontières avec les pays voisins où la population dénonce des infiltrations non contrôlées. Selon la population, le peu d'éléments de force de sécurité qui s'y trouvent, ne sont pas dotés de moyens suffisants (matériels et techniques) pour faire face aux menaces extérieurs des récalcitrants.

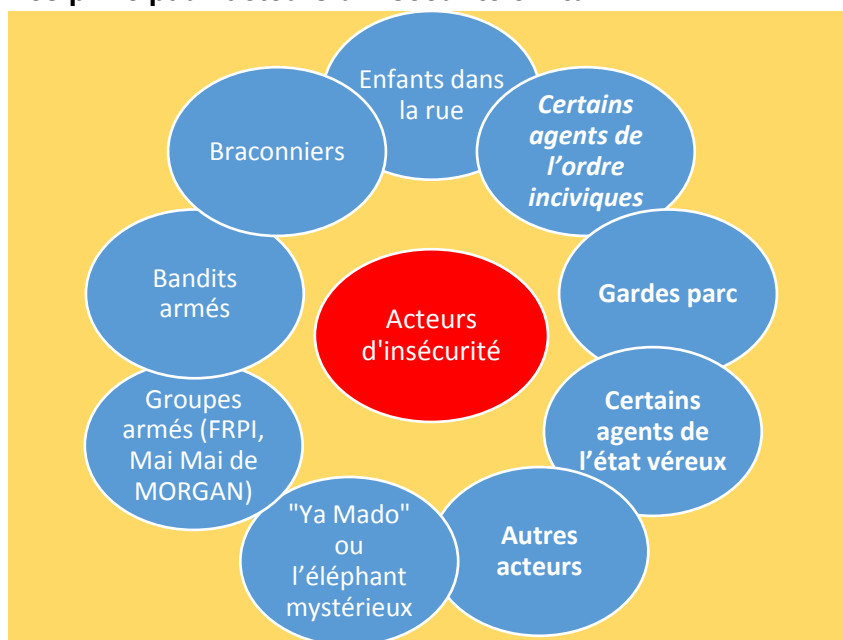
Par ailleurs, la confiance est quasi nulle envers tous les acteurs de la sécurité, nous citons la PNC, la MONUSCO, les FARDC. Pour la population civile, elle assiste à des tueries, des massacres, des pillages, des cambriolages, des kidnappings etc. alors que ces acteurs sont présents dans le milieu. D'ailleurs certains d'entre eux sont corrompus et complices dans ces exactions. Des doutes se créent sur le mode de recrutement des agents nationaux de sécurité. Qu'à cela ne tienne, la population civile tend à accorder un peu plus de confiance aux militaires qu'à la PNC et à la PNC qu'à la MONUSCO.

Spécifiquement dans la plaine de RUZIZI, la population déplore le faible effectif des agents de la police et de militaires ce qui fait qu'il y ait une impuissance dans la réaction face aux exactions commises par les groupes armés semant la désolation.

Situation de l'Ituri

Les habitants rencontrés dans la ville de Bunia, dans le Territoire d'Irumu et dans la Zone prioritaire de Mambasa décrivent la situation d'insécurité par la présence des nombreux déplacés en provenance de Djugu, l'arrestation à Bunia des sujets non autrement identifiés avec des armes blanches, la présence des effets militaires entre les mains des populations, des cas fréquents de tuerie, des vols à mains armés, des tracasseries policières, du banditisme, des kidnappings sur l'axe BIAKATO et MUGBERE, de viol des femmes allant chercher de l'eau, des bois de chauffe ou allant aux champs, des vols orchestrés par les enfants dans la rue communément appelés « shegue », les incursions fréquentes des FRPI, les pillages des groupes armés.

Les principaux acteurs d'insécurité en Ituri



Les principaux acteurs d'insécurité identifiés par la population sont des groupes armés et milices (FRPI, mai-mai de MORGAN), des bandits armés, certains agents de l'ordre indisciplinés (Police, militaires), les enfants dans la rue (shegue) et autres inciviques non autrement identifiés, les braconniers, les gardes parc, « Ya Mado » ou l'éléphant mystérieux etc

Figure 5. Les acteurs d'insécurité en Ituri

Les habitants rencontrés ont identifié les causes principales d'insécurité en Ituri de la manière suivante : Présence des groupes armés qui sont infiltrés dans la population, le pouvoir n'est pas fort pour dénicher les malfrats et les mettre hors d'état de nuire, la crise alimentaire et pauvreté, le manque d'emploi des jeunes, le non-paiement des salaires des fonctionnaires de l'état, la présence des enfants dans la rue qui insécurisent les habitants, la faiblesse de l'état et la mauvaise gouvernance, l'impunité, la Consommation abusive des drogues par les jeunes, Manque d'or dans les carrières d'exploitation artisanale de suite de l'interdiction par les gardes parc qui pousse certaines personnes aux vols, le manque d'encadrement des jeunes qui fait à ce qu'ils s'associent aux porteurs d'arme non autrement identifiés, l'exploitation des ressources naturelles (bois, or) qui devrait bénéficier en même temps aux rebelles et aux autres membres de la communauté, la lutte pour exploiter les terres arables, le conflit foncier entre les communautés, le mouvement de la population provenant des autres provinces, occasionne des cas de vol, la lenteur administrative, la surpopulation dans la cité de Mambasa, pas de mutation des agents de l'ordre etc.

Dans les activités quotidiennes, l'homme comme la femme sont tous exposés à l'insécurité. Toutefois, nous constatons que certains facteurs ou circonstances exposent plus soit la femme, soit l'homme.

Les facteurs suivants expliquent la tendance croissante de l'insécurité dans les trois provinces :



Figure 6. Les facteurs explicatifs de la tendance croissante de l'insécurité

Facteurs particuliers qui insécurisent davantage les femmes ou les hommes

Les schémas ci-dessous présentent la synthèse des facteurs qui insécurisent plus les femmes et les hommes respectivement.

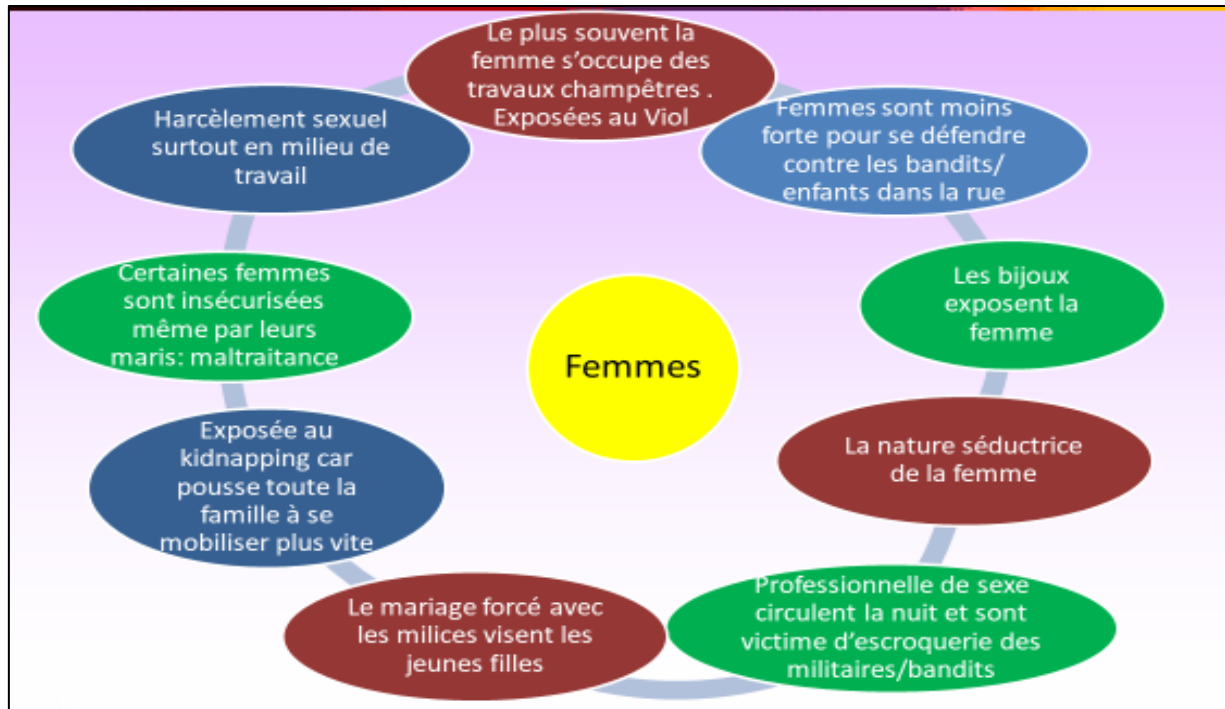


Figure 7 Les facteurs qui insécurisent plus la femme

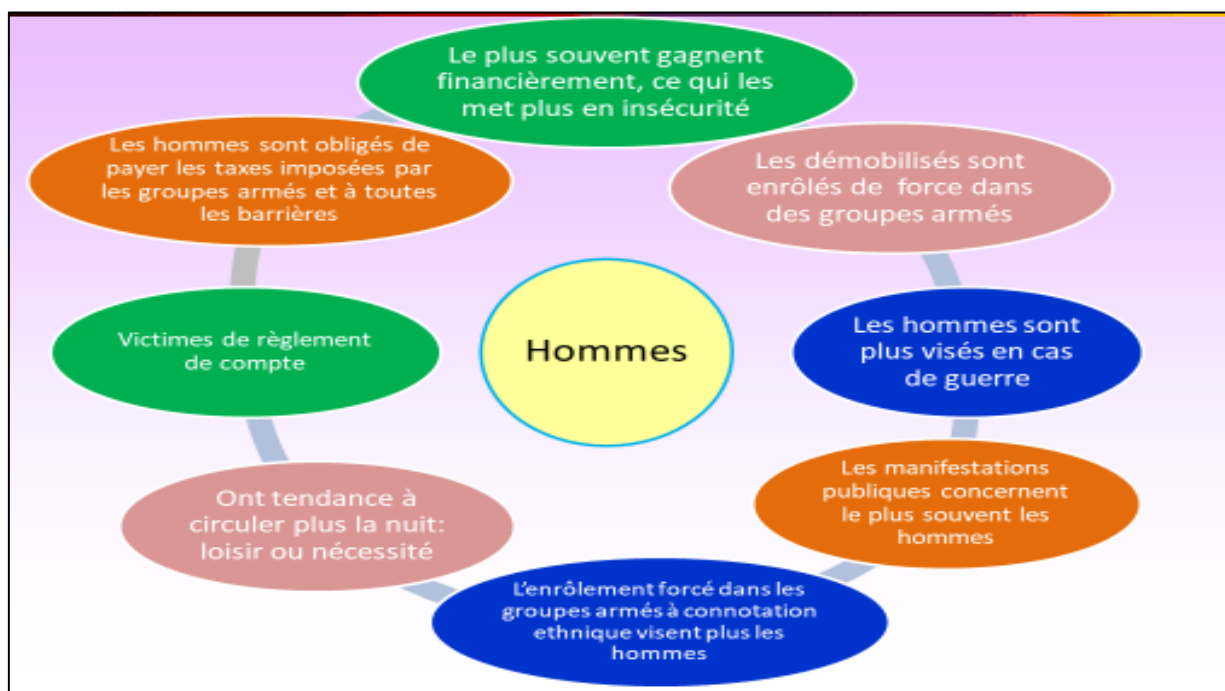


Figure 8 Les facteurs qui insécurisent plus l'homme

Province du Nord-Kivu

Dans les activités quotidiennes, l'homme comme la femme manquent la sécurité. Néanmoins, certains facteurs ou circonstances exposent plus soit la femme, soit l'homme. De par leur nature et leurs principales occupations, les femmes sont plus exposées au viol (champs, recherche d'eau, professionnel de sexe obligé de travailler la nuit), au vol par les enfants dans la rue (marché, arrêts des bus), au harcèlement sexuel (en milieu de travail), mariage forcé par les miliciens, au kidnapping (poussera la famille à se mobiliser pour réunir rapidement la somme exigée) etc.

Les hommes sont souvent torturés, battus, assassinés, victime de règlement de compte, doivent payer des taxes, sont enrôlés de force dans les groupes armés, sont visés en cas de combats car ils pourraient intervenir, sont visés par les milices antagonistes à connotation tribale, subissent plus de tracasseries à des barrières etc.

Province du Sud-Kivu

Il y a plusieurs facteurs qui insécurisent les hommes et les femmes au même niveau entre autres le chômage constituant un fléau qui guette la population surtout jeune, le niveau social (richesse et rang social) créant la haine, la jalousie et qui fait que certaines personnes « nanties ou vivant dans une certaines aisances » soient les cibles des malfaiteurs. Cependant certains facteurs sont particuliers chez les femmes comme leur nature faible et séductrice, leur exposition aux violences basées sur le genre, leur marginalisation dans le monde de travail voir même dans des réunions de prise de décision. Chez les hommes à cause de leur statut de chef de ménage ou la force du ménage, de leur degré d'accumuler des ressources familiales (l'argent ou toute autre fortune),

Province de l'Ituri

De par leur nature et leurs principales occupations, les femmes sont plus exposées au viol (champs, recherche d'eau, du bois de chauffe), l'incertitude du travail du mari qui pousse la femme à prendre des risques pour la survie du ménage etc.

Les hommes sont souvent torturés, battus, Les hommes sont souvent maltraités, battus, leur « laisser passer » exigé c'est l'argent, ils sont plus insécurisés à causes de leurs possibilités financières, les hommes veulent beaucoup de loisir et se promènent beaucoup la nuit, les conflits entre frères insécurisent plus l'homme, les orpailleurs sont généralement les hommes et ce sont eux qui sont victimes des tracasseries et pillages par les militaires. Lors des incursions des milices, les hommes sont réquisitionnés pour le transport des biens volés etc

Source d'information sécuritaire et service de recours en cas de difficulté

En Province du Nord-Kivu

Lorsque la population veut se déplacer, elle préfère ne rien demander comme information de peur de tomber dans les embuscades inattendues. Elle ne peut suivre les informations qu'à la radio ou s'informer auprès des membres de familles ou amis intimes.

En cas de kidnapping ou enlèvement elle se confie à la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme, aux comités des sages des différentes communautés, ou directement aux chefs des milices. Les habitants se conforment aux exigences des kidnappeurs et hésitent de s'adresser aux services de sécurité pour ne pas mettre en danger de mort les victimes de kidnapping et d'enlèvement.

En cas des problèmes en rapport avec la terre (conflits fonciers) les habitants ont tendance de recourir d'abord à la famille puis aux autorités de base, à l'administrateur du territoire, à la justice au niveau du Tripaix ou au parquet, aux notables, aux sages, à la commission « justice et paix » de l'église catholique et aux associations ou ONGs locales compétentes qui œuvrent dans la gestion et transformation des conflits.

En Province du Sud-Kivu

Pour obtenir les informations sécuritaires avant de se déplacer la population pourrait s'adresser à différentes sources : chef de localité, service de renseignement, l'auditorat, chez les frères, amis et parentés, chez son chef direct, les réseaux sociaux, communication locale, le Pasteur, administrateur du territoire pour les administratifs, l'agence nationale de renseignement pour les agents de sécurité, radios.

S'il y a un problème foncier, le plus souvent, il y a de structures de médiation constituées par les sages ou les autorités locales (le chef de groupement ou de localité ou de quartier ou d'avenue ou les notables) qui sont consultés pour la médiation afin de régler le problème à l'amiable. On peut également recourir à l'Eglise.

Si le problème persiste, seront alors consultés les Services du Cadastre et Affaires foncières, l'Urbanisme, le parquet, la police ou certaines organisations qui œuvrent dans le domaine de gestion et transformation de conflits pour la médiation.

En cas d'un problème avec les groupes armés, le plus souvent la population s'adresse à l'autorité compétente de l'entité où elle réside. Ensuite le chef transmet l'information aux défenseurs de droits humains qui feront à leur tour des alertes. Spécifiquement, dans la plaine de la RUZIZI, la population fait recours au chef de groupement qui instruit d'une part le commandant de la zone et d'autre part le groupe d'auto défense pour s'imprégner de la situation.

En province de l'Ituri

Pour obtenir les informations sécuritaires avant de se déplacer la population s'informe auprès des personnes qui fréquentent le milieu, chez la personne qui habite dans ce milieu par téléphone, au parking, taximen, chez la Police de Circulation Routière.

En cas de problème foncier (relatif à la terre), la population s'adresse principalement au Chef d'avenue ou de localité, au Chef de dix maisons ou de groupement, chez les voisins. Au derniers recours il s'adressent au service de cadastre si le problème persiste.

En cas de problème avec un groupe armé, les habitants s'adressent principalement au Chef d'avenue, à la radio ou aux Médias, à l'auditorat militaire, aux taximen, Chef de quartier, au Chef d'ANR (Agence National de Renseignement).

Tableau 1 Niveau de priorité de choix de la source d'information

Source d'information	Sécurité voyage			Problème de kidnapping			Problème foncier		
	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Ituri	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Ituri	Nord-Kivu	Sud-Kivu	Ituri
Aucun	1								
Autorités de base (village, avenue, groupement, quartier, territoire)		1			1	1	1	1	1
Société Civile				1					
Chefs des milices				2					
Défenseurs de droit de l'homme				2	2				
Voisin									2
Taximan et autres voyageurs			1			4			
Cadastre								2	3
Comité des Sages de la communauté				3			4	1	
Autorité judiciaires (Tripaix, parquet)							3	3	
Eglise (Commission Justice et Paix)							5	1	
Auditorat		3				3			
Groupe d'autodéfense					3				
Réseau sociaux/Téléphone		6	2			2			
Membres de la famille ou amis proches	3	4							
Service de renseignement (ANR)		2				5	2	5	
Police			3					4	
Radio	2	7				2			
ONG								5	
Pasteur		8							

Dans la province du Nord-Kivu

Concernant l'accès à la terre, en milieu urbain, nos enquêtés considèrent que les hommes et les femmes pourraient accéder à la terre de la même manière car tout dépend de la disponibilité des moyens financiers. Le principal mode d'acquisition reste l'achat et rarement par héritage, donation (cadeau) ou accaparement et déguerpissement.

En milieu rural, c'est surtout l'héritage qui est le principal mode d'acquisition des terres. Les principaux modes d'acquisition de la terre sont : l'achat, la location, le travail contre terre et l'héritage des terres des parents. Dans certains milieux, la femme n'a pas facilement accès à l'héritage conformément à des coutumes rétrogrades encore d'application.

Dans la Province du Sud-Kivu

Pour ce qui est du mode d'accès, les hommes et les femmes accèdent généralement de la même manière à la terre sauf quelques divergences qui ont été soulevées surtout en ce qui concerne le mode d'héritage particulièrement dans le milieu rural où les participants ont estimé que les femmes sont marginalisées dans le partage de l'héritage et que seuls les hommes en bénéficient davantage. Certaines femmes sont dépendantes de leurs maris avant toute décision.

Le défi majeur restant la pauvreté de la population civile d'autant plus que comme le mode d'acquisition majeure est l'achat, la population ne sait pas y accéder par manque d'argent.

Dans la Province de l'Ituri

Dans la Province de l'Ituri les principaux modes d'acquisition des terres restent les donations des chefs coutumiers ou d'autres propriétaires terriens, l'héritage, l'achat ou par dédommagement en cas de concubinage. Dans certaines coutumes, la femme reçoit sa part de l'héritage comme l'homme sans discrimination. Dans d'autres par contre, elle n'a pas de droit à l'héritage.

Le grand défi pour accéder à la terre reste le manque d'argent, l'irresponsabilité de la part de l'homme, la vente d'une même parcelle à deux clients à la fois qui crée des conflits, l'accroissement démographique et les tracasseries des services de l'état. On constate aussi que certaines tribus ont vendu toutes les terres et cela pose de problèmes pour les générations avenir



THEME 2 : JUSTICE

Situation du Nord-Kivu

Les principales raisons fréquemment évoquées au cours des différents focus groups et interviews ciblées organisés qui poussent la population au manque de confiance envers la justice civile sont : le trafic d'influence, la corruption, la subjectivité, la lenteur dans le traitement de dossiers, le rançonnement, le tribalisme et la frustration due au relâchement des certains détenus malgré des lourdes peines à leurs charges.

A Rutshuru, la population a un peu plus de confiance à la justice civile car le tripaix et autres instances judiciaires organisent des audiences foraines et condamnent les auteurs des actes inciviques en public.

Cependant, les responsables judiciaires, militaires et administratifs qui nous ont accordé des interviews ont montré que le fait que les habitants continuent à se référer à ces services, montre qu'ils ont confiance. Mais ils soulignent que les magistrats méritent un bon traitement pour les mettre à l'abri de la corruption.

Pour ce qui est de la justice militaire, on observe plus ou moins la même tendance, de manque de confiance de la part de la population, dans la majorité des cas. Néanmoins, nous avons remarqué que la population donne plus de confiance en la justice militaire qu'à la justice civile lorsqu'il s'agit de juger les soldats moins gradés qui ont commis des fautes mais cela n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de juger un officier supérieur qui est impliqué dans des exactions.

Situation du Sud-Kivu

Il a été constaté encore une fois un manque de confiance de la population envers le système de justice civile et militaire. Toutefois, la population civile se confie plus à la justice militaire qu'à la justice civile.

La tendance négative est expliquée par l'impunité et la corruption qui sont devenues monnaie courante. Pour la population civile, notre justice est malade car pour elle, toute personne accusée est d'office coupable au lieu d'être présumée innocente alors que la loi dit que la liberté est de règle et la détention est d'exception.

Souvent les sentences ne sont pas suivies d'exécution, il y a un peu de flou. La justice civile n'agit pas dans l'impartialité et on a déniché des autorités de la justice qui travaillent dans l'illégalité comme ce fut le cas de l'ancien procureur de la province du Sud-Kivu

Pour la population civile, la justice militaire et la justice civile sont dans le même panier, car c'est la corruption, l'impunité, la partialité, qui les caractérisent.

Néanmoins, la population civile tend à accorder un peu plus de confiance à la justice militaire qu'à la justice civile car elle respecte la célérité et il y a exécution du verdict.

Soulignons en outre que cette justice n'est pas trop opérationnelle en milieu rural.

Le sentiment de confiance envers la justice militaire se détériore au jour le jour mais pas avec la même vitesse que la justice civile d'autant plus que la justice militaire.

La population estime qu'en cas d'un problème avec un militaire ou un policier, quand bien même on a gain de cause, la justice militaire ne fait que rançonner. Au même moment on doit être vigilant car ce militaire ou policier perdant peut se venger à tout moment.

Situation de l'Ituri

La population n'a pas confiance envers le système de justice civile et militaire. Tous ces services visent l'argent, ils sont corrompus, ne sont pas indépendants et favorisent l'impunité. Ils jouent au trafic d'influence et sont sous l'impulsion du pouvoir en place. Cette considération a affecté négativement le sentiment de confiance de la population envers ces services dont le niveau a une tendance à la baisse.

Quant au système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles, la population rencontrée émet des critiques négatives : le système est trop lent, il profite aux tripaux et à la police. Bref il est considéré par la population comme un espace de commerce des « cas de violences sexuelles ».

Elle pense qu'il faille revoir le système judiciaire de lutte contre les violences sexuelles entre mineur parce qu'il est injuste d'arrêter le garçon et laisser la fille libre : les deux violeurs doivent être punis de la même manière.

S'agissant de la loi considérant l'âge sexuel égal à l'âge de maturité à (18 ans), les avis sont partagés : Tout en reconnaissant que l'âge de 18 ans convient, nombreux soutiennent l'idée selon laquelle cette loi a révolutionné la coutume en donnant une autre conception de l'homme et de la femme. D'autres disent que cette loi est mauvaise car elle ne condamne que le garçon sans tenir compte de la fille.

Les solutions offertes par le système judiciaire aux cas de violence sexuelle ne sont pas bonnes : la justice est derrière l'argent de l'auteur et la victime est abandonnée à son triste sort. Le système est bien pour les riches et mauvais pour les pauvres. La conséquence est qu'il est difficile de réaliser un jugement juste et équitable.

A propos de la loi qui fixe l'âge de maturité égal à l'âge sexuel (18 ans)

Une certaine opinion circule et souligne que si l'on arrive à réduire l'âge de maturité, on pourrait réduire les cas de violence sexuelle déclarés dans la communauté. C'est pourquoi nous avons posé une question à nos enquêtés : « *Comment la population juge-t-elle la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité (18 ans) ?* »

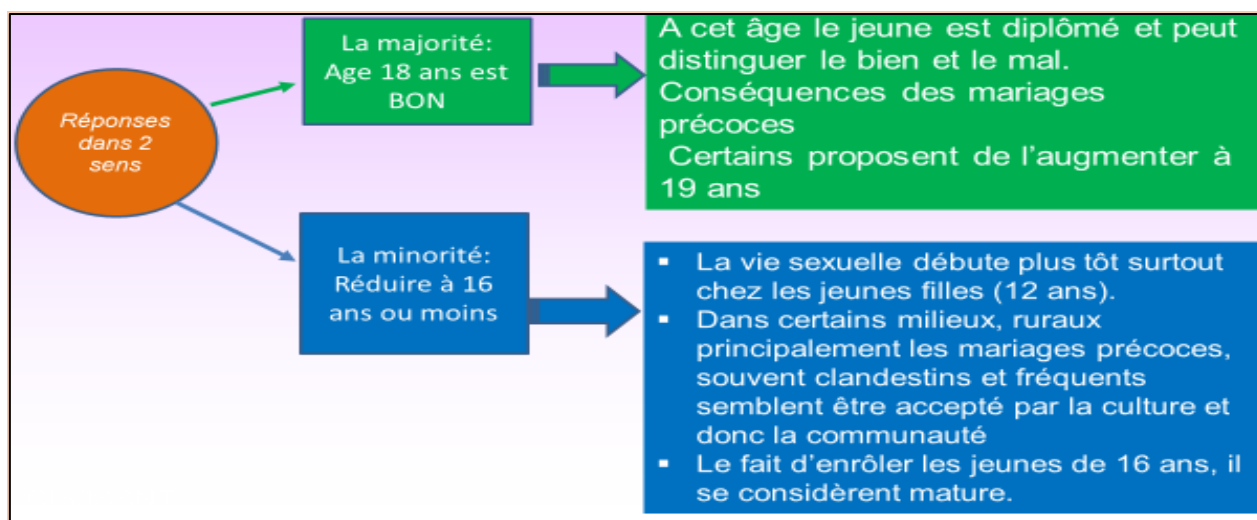


Figure 9. Points de vue de la population concernant la loi qui considère l'âge sexuel égal à l'âge de maturité

Province du Nord-Kivu

Les réponses des enquêtés vont dans différents sens : La majorité des personnalités rencontrées confirme que l'âge de 18 ans est convenable à la fois pour les filles et pour les garçons. Ils disent qu'à cet âge, l'enfant est supposé pouvoir prendre des décisions conséquentes. D'autres proposent son augmentation à 19 ans ou au-delà car ils jugent qu'à cet âge, quelqu'un est déjà au niveau de l'université et les conséquences des mariages précoces sont innombrables.

D'autres par contre proposent que l'âge de maturité soit réduit à 16 ans ou un peu plus bas pour les filles seulement car disent-ils actuellement, la vie sexuelle débute plus tôt surtout chez les jeunes filles. Dans certains milieux, ruraux principalement les mariages précoces, souvent clandestins mais fréquents semblent être acceptés par la culture. L'enrôlement électoral des enfants de 16 ans fragilise d'une certaine manière cette loi.

Province du Sud-Kivu

En ce qui concerne la loi considérant l'âge sexuel égale à l'âge de maturité (18 ans), les avis restent nuancés mais en général, selon la population, la loi est bien déclarée mais non mise en application surtout qu'il y a un manque d'information de la part de la population qui arrive à penser que dès lors que les parents ont accouché leur premier enfant avant 18 ans cela revient

à remettre en question cette loi. Mais une autre partie partage l'esprit de la loi en expliquant que l'âge de 18 ans est bien adapté pour éviter les désordres sexuels et l'âge à partir duquel on est censé être mature et responsable de ses actions.

Province de l'Ituri

Quant à l'opinion face à la loi considérant l'âge sexuel égal à l'âge de maturité à (18 ans), les avis sont partagés : Tout en reconnaissant que l'âge de 18 ans convient, nombreux soutiennent l'idée selon laquelle cette loi a révolutionné la coutume dans le sens que : « *Dans la coutume, est femme, toute fille qui a déjà ses règles menstruelles et est homme tout garçon qui peut éjaculer* ». Cette loi a donné une autre conception de l'homme et de la femme.

D'autres disent que cette loi est mauvaise car elle ne condamne que le garçon sans tenir compte de la fille. Elle n'est pas appréciable du fait que le comportement des jeunes filles n'est plus conforme à leur âge : elles débutent leurs activités sexuelles de manière précoce à 14, 15 ou 16 an. Leur habillement n'est pas, le fait de se promener pendant les heures tardives, aller même au bar ou bistro.

Globalement dans les trois provinces, deux défis empêchent l'application de la loi sur les violences sexuelles : Le pesanteur culturel et la pesanteur économique.

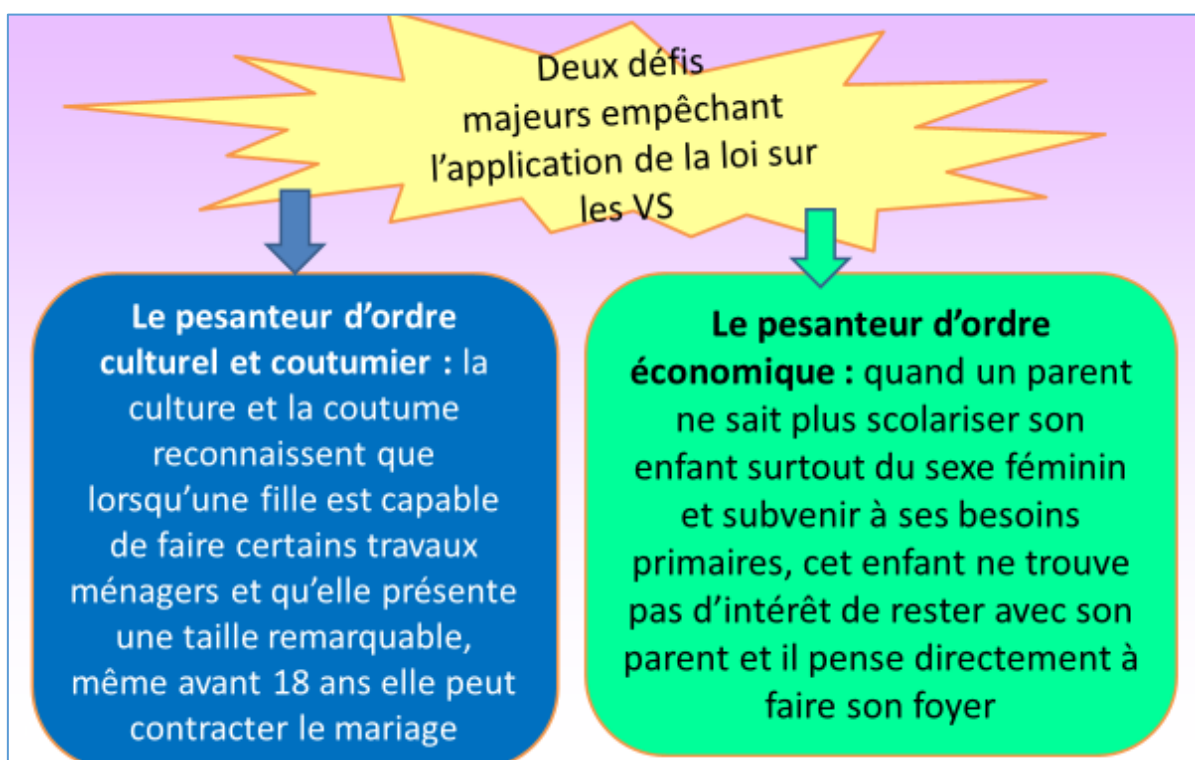


Figure 10. Les défis qui empêchent l'application de la loi sur les Violences sexuelles

THEMES 3 : COHESION SOCIALE

Situation du Nord-Kivu

En milieu rural comme en milieu urbain, les relations intra ethniques sont généralement bonnes. Au village, la division n'intervient qu'en cas de conflits d'héritage, des conflits fonciers ou des affaires coutumières. En ville, les membres d'une même ethnie se rapprochent davantage surtout pendant les événements heureux (comme le mariage) ou malheureux (comme le décès).

Avec les guerres inter ethniques enregistrées dans les territoires, c'est la méfiance, l'hypocrisie, la peur et la haine qui caractérisent les relations entre les membres des communautés ethniques différentes. Notons cependant que ces relations sont généralement bonnes lorsque les membres de différentes communautés ethniques partagent des intérêts communs ou la même église.

C'est pour cette raison que la sensibilisation à travers les églises, les médias et la barza intercommunautaire, les rencontres interethniques autour des chefs coutumiers, l'éradication des groupes armés généralement à connotation ethnique, des dialogues, la prise en compte des toutes les communautés ethniques lors du partage du pouvoir, les mariages interethniques et la création des projets intégrateurs semblent être les principales solutions proposées par les habitants interrogés pour la cohabitation pacifique entre les ethnies.

Situation du Sud-Kivu

Pour ce qui concerne la cohésion sociale au niveau de la province du Sud Kivu, plusieurs faits ont été soulevés : La population estime que la cohésion avec son entourage est généralement bonne même si les problèmes ne peuvent pas manquer.

Les relations entre membres du même village ou quartier ne se sont pas détériorées au cours de 2 dernières années quand bien même certaines faiblesses ne manquent jamais, et ce, dans tous les milieux urbains ou ruraux visités. Les tendances politiques entachent même les relations entre les membres du même village ou quartier.

Les relations entre membres de même groupe ethnique ne se sont pas aussi détériorées au cours de 2 dernières. Plusieurs problèmes sont à la base de l'affaiblissement tant soit peu de ces relations : il s'agit du niveau d'instruction trop bas, de l'ignorance, la jalousie, la pauvreté, les tendances politiques, le chômage, mauvaises prophéties de certaines Eglises.

La détérioration des relations entre les membres des groupes ethniques différents se fait sentir au fil de deux dernières années. La population civile met en lumière certains faits qui sont à la base de cette détérioration comme : La politique de quotas, le clientélisme ethnique dans le monde du travail, les Conflits générationnels, les us et coutumes rétrogrades, les gens ont tendance à embaucher les personnes avec qui ils partagent les mêmes ethnies d'une part et d'autre part il y a un problème entre les éleveurs (Banyamulenge) et les cultivateurs (Bafuliro).

Situation de l'Ituri

La population contactée estime que les relations entre les habitants du même quartier/village sont bonnes et ont évolué positivement sans se détériorer de manière alarmante au court de

deux dernières années. Les membres du même groupe ethnique se contactent mutuellement surtout lors de certaines circonstances comme mariage, deuil, baptême, communion et confirmation pour les catholiques.

Toutefois elle reconnaît certains cas de méfiance due au rang social (pauvreté), au niveau d'instruction, à l'appartenance ethnique, à la jalousie, pour une petite minorité de la population.

La quasi-totalité des groupes rencontrés à Mambasa, à Irumu et Bunia reconnaissent que les relations entre les membres du même groupe ethnique ne posent pas de problèmes.

Les relations entre les membres des groupes ethniques différents sont bonnes, elles ont évolué positivement au cours de deux dernières années. Les membres des différentes ethnies se contactent mutuellement, malgré des cas isolés d'hypocrisie, de haine, de jalousie, de discrimination, d'injustice, de conflit foncier qui sont signalés par ci par là.

La cohésion sociale est bonne même si les petits problèmes sociaux dû à la différence du niveau d'instruction, au rang social, au conflit foncier, à la jalousie, au manque de canalisation des eaux usée, des eaux de pluie, des ordures ménagères ; du passage (sentier), du rapprochement des enfants ne manquent pas

La figure suivante présente l'appréciation du niveau des relations entre les membres des communauté ethniques différentes dans les trois Provinces.

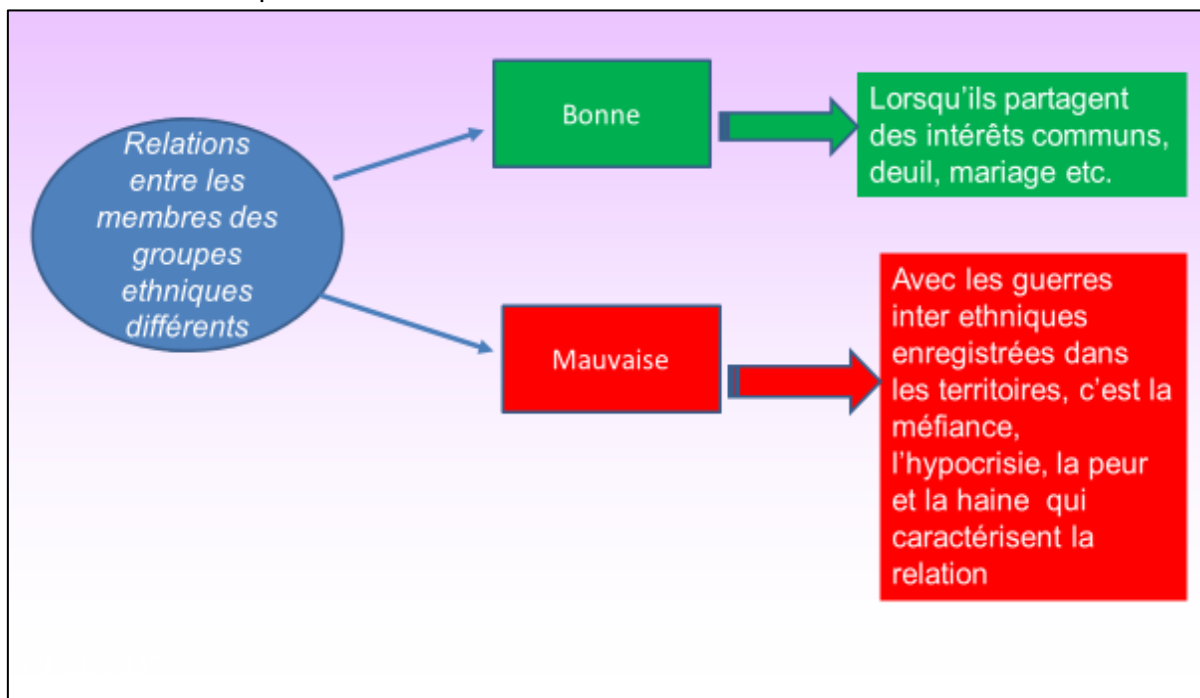


Figure 11. Comment sont les relations entre les membres des groupes ethniques différents ?

THEMES 4. SUJET D'ACTUALITE

La RDC étant dans une période stratégique, celle de la préparation des élections présidentielles et législatives, toute la population est de ce fait devenue très attentive aux questions en rapport avec lesdites élections. C'est dans cette optique que ce thème a été choisi comme thème d'actualité afin de recueillir les impressions et opinions de la population face à la préparation et à l'organisation des élections avenir.

Situation du Nord-Kivu

D'après nos informateurs, au regard des différentes manifestations régulièrement organisées et le manque de confiance de la population envers le gouvernement actuel, on peut estimer qu'il y a un grand risque de connaître des violences aux prochaines élections. Ce risque serait beaucoup plus en lien avec la résistance du gouvernement actuel à quitter le pouvoir, le non-respect du calendrier électoral présenté par la CENI, avec ses machines à voter truquée pour tricher les élections, le tribalisme, le régionalisme et les autres antivaleurs.

Dans les zones rurales, c'est plutôt la renaissance des anciens groupes armés qui donne de la panique à la population et laisse croire à cette dernière qu'il y a un grand risque de connaître des violences pendant les prochaines élections.

Nos informateurs révèlent que les élections seront émaillées des violences si les principes ne sont pas respectés mais aussi la peur du lendemain reste grande au regard de la situation que nous vivons (pas d'emploi, pas de nourriture, difficulté d'accès aux champs, l'insécurité grandissante, la pauvreté, la variation à la hausse du taux de change sur le marché, des peines et tracasseries subies par la population etc.), aussi la déception de la population par les élus qui ne défendent pas les intérêts de la population.

Situation du Sud-Kivu

La population tant urbaine que rurale de la province du Sud Kivu a généralement une perceptions négatives face aux prochaines élections qui se pointent à l'horizon. Pour elle, il y a trop de risques d'avoir des violences dès lors que les acteurs politiques ne se tolèrent pas et veulent conserver le pouvoir même par des voies illégales. Il y a aussi l'exclusion de certaines personnalités, le changement du mode de vote, notamment le cas de la machine à voter qui n'est pas à la portée de tous.

Avant même que les élections aient lieu, il y a des tueries, des massacres, des emprisonnements illégaux des paisibles citoyens manifestant pour le respect de la constitution. Les membres d'opposition sont muselés, et cela freinent le processus, surtout quand certains opposants comme KATUMBI, NYAMWISI ... sont contraints à l'exil tout simplement car ils sont menacés par le régime en place via sa justice

Situation de l'Ituri

La majorité des couches de population ayant pris part à des discussions a estimé que le risque de connaître les violences aux prochaines élections serait élevé d'autant plus que le gouvernement n'a aucune volonté de décrier la situation politique. D'après les personnalités rencontrées, le président en exercice, bien que son mandant ait expiré, continue à s'accrocher au pouvoir et la CENI joue le jeu du gouvernement.

Les raisons des violences les plus évoquées par la population sont notamment, le refus de l'actuel président de quitter le pouvoir, l'usage de la machine à voter, le harcèlement des opposants,

Le risque de violences peut être réduit à condition de suivre certaines orientations qui pourraient contribuer à la réduction de risque des violences entre autres : le respect de la constitution, de l'accord de la Saint Sylvestre, la restauration de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue de la République, mettre fin à l'instrumentalisation de la population

Cependant une minorité de la population reste optimiste quant à l'organisation des élections apaisées vu que certains préalables sont déjà respectés. Elle est rassurée qu'il n'y aura pas des violences.

Les principaux arguments explicitant le risque de connaître des violences aux prochaines élections (en couleur bleu) et les préalables pour avoir des situations apaisées (en couleur vertes) sont résumés dans la figure suivante.



Figure 12. Raisons qui justifient le risque de violence et préalables pour une situation apaisée

Quelle serait la base de la diminution de l'optimisme de la population ?

Dans l'ensemble de 3 provinces on observe une diminution de l'espoir pour demain. Les raisons sont multiples et s'enchevêtrent comme résumé sur la figure suivante.

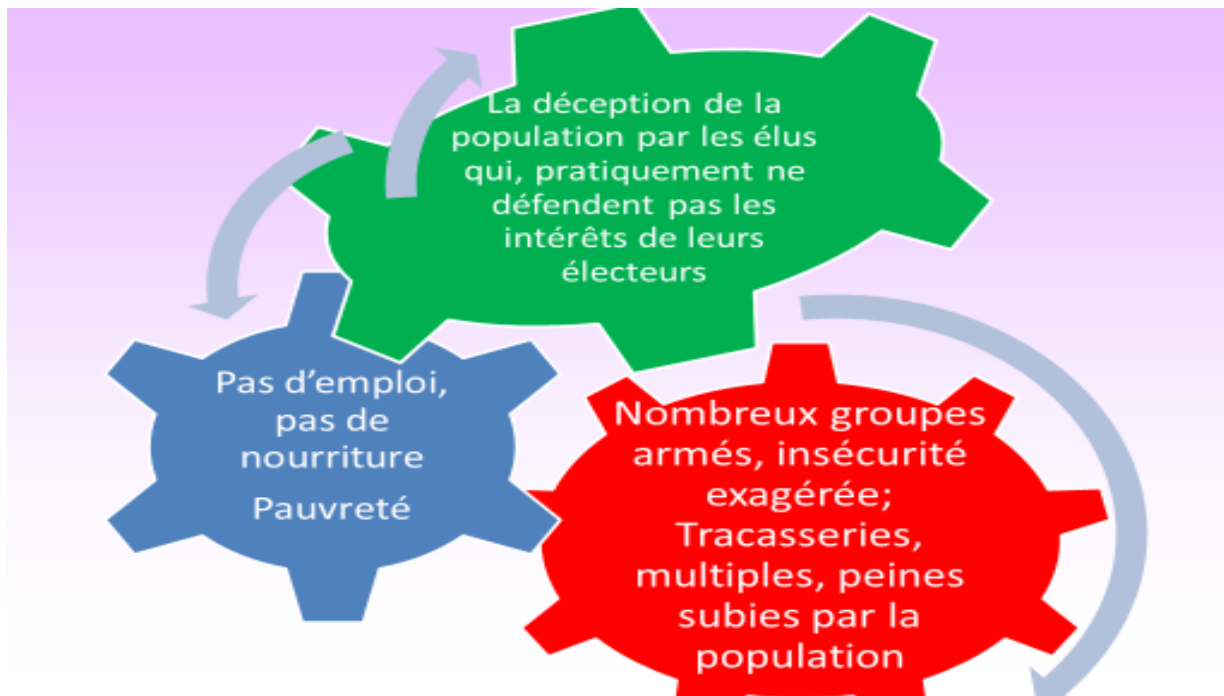


Figure 13. Raisons de la diminution de l'espoir pour demain.

Province du Nord-Kivu

Ce qui est à la base de la diminution de « l'espoir pour demain » est que les dirigeants ne veulent pas quitter le pouvoir et la population se demande si les autres qui veulent accéder au pouvoir ne vont pas faire la guerre au pouvoir actuel.

Ils révèlent que les élections seront émaillées des violences si les principes ne sont pas respectés. Mais aussi la peur du lendemain reste grande au regard de la situation que les habitants vivent actuellement (nombreux groupes armés, fréquence élevée des cas de banditisme, phénomène kidnapping en progression, pas d'emploi, pas de nourriture, difficulté d'accéder aux champs, la pauvreté, la variation à la hausse du taux de change sur le marché, tracasseries et multiples peines subies par la population, etc.). A cela, on ajoute aussi la déception de la population par les élus qui, pratiquement, ne défendent pas les intérêts de leurs électeurs.

Province du Sud-Kivu

L'espoir pour un lendemain meilleur de la population civile diminue au fur et à mesure, que nous évoluons avec la détérioration du circuit économique, la pauvreté, le taux de change qui reste instable, les élections elles-mêmes qui frustrant la population civile et les conditions de

vie de la population civile qui deviennent de plus en plus compliquées suite au manque d'emploi freinant la scolarisation des enfants, entraînant la délinquance juvénile.

La population civile redoute le chaos et la gestion semblable à la monarchie. Il n'y a pas d'indices qui prouvent l'amélioration de la situation du lendemain. Il y a plus de peur que de certitude. Les habitants ne se sentent pas protégés ou rassurés par l'Etat.

Même les autorités doutent d'un lendemain meilleur compte tenu de tout ce qui se passe autour d'elles notamment la mauvaise gouvernance engendrant ainsi la pauvreté et l'insécurité.

Signalons que la diminution de cet optimisme s'accroît de plus en plus surtout en milieux ruraux spécifiquement dans la plaine de la Ruzizi où en plus de ce qui est cité ci-haut, il y a des groupes armés qui sèment la désolation à la paisible population civile.

Province de l'Ituri

La population d'Ituri a confirmé la baisse de l'espoir du lendemain en évoquant que le pouvoir en place a sombré le pays dans le désespoir, la misère et l'insécurité grandissante à tel point que la population pense réellement vivre l'adage selon lequel : « L'avenir n'appartient qu'à Dieu ». Il n'y a pas d'indices qui prouvent l'amélioration de la situation du lendemain. Il y a plus de peur que d'espoir. La persistance de la pauvreté, le maigre salaire alloué aux fonctionnaires, aux agents de l'ordre et de la sécurité, la récurrence de l'insécurité, les incursions régulières des milices et groupes armés, l'absence d'un budget conséquent qui assure l'accès aux services sociaux de base, les conditions de vie de plus en plus insupportable sont autant des situations qui font peur à la population.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La présente étude réalisée au mois de mars 2018 dans les trois provinces : Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri montre que nos enquêtés constatent que la situation de sécurité se détériore de plus en plus et se caractérise principalement par des assassinats, kidnapping, le braquage des véhicules, les vols, les viols, les tortures, les tracasseries, la guerre intercommunautaire. Cette situation a plusieurs conséquences physiques, économiques, sanitaires, humanitaires, sur l'agriculture, sur l'environnement, sur l'éducation, sur la Gouvernance etc.

Les principaux acteurs identifiés par la population sont des groupes armés, certains agents de l'ordre indisciplinés parmi ceux censés assurer la sécurité de la population les politiciens et les civils inciviques non autrement identifiés (enfants dans la rue, certains fonctionnaires véreux, les chômeurs, les déplacés de guerre etc.)

Dans les différentes zones concernées par cette étude, la mauvaise gouvernance, la prolifération des groupes armés et des armes, l'impunité, la corruption, la pauvreté, le mauvais traitement des agents de l'Etat, la manipulation des politiciens, le tribalisme, la manque de formation et la faiblesse de la logistique des agents de sécurité semblent être les principales causes de l'insécurité. On constate également que certains facteurs ou circonstances exposent plus soit la femme, soit l'homme.

Les principaux modes d'acquisition de la terre restent l'achat, la location, le travail contre terre, les dons et l'héritage des terres des parents. Dans certains milieux la femme n'a pas facilement accès à l'héritage.

Concernant la cohésion sociale, dans différents milieux, le tribalisme entraînent la méfiance, l'hypocrisie, la peur et la haine entre les membres des communautés ethniques différentes. Notons cependant que ces relations sont généralement bonnes lorsque les membres de différentes communautés ethniques partagent des intérêts communs ou la même église.

Les principales sources d'information sécuritaire restent les médias, les amis les membres proches de la famille et certaines autorités locales.

La population enquêtée a plus ou moins confiance envers les acteurs de la sécurité en fonction des actions que ces derniers posent ou non en sa faveur. Les cas d'indiscipline de certains policiers et militaires et leur implication dans des cas de vols, coups et blessures volontaires, torture, traitements inhumains, arrestations arbitraires, vol des récoltés aux champs, tracasserie pendant les patrouilles, exigence des taxes illégales, quelques cas de tueries etc. diminuent de plus en plus la confiance de la population envers ces services.

La confiance envers la MONUSCO est en baisse ces dernières années car une bonne partie des habitants ne reconnaît pas son apport et souhaiterait qu'elle intervienne de manière substantielle dans les combats qui opposent les FARDC aux groupes armés qui pullulent dans les trois provinces. Cependant, une tranche de la population rencontrée reconnaît le travail bénéfique fait par la MONUSCO surtout dans l'appui et l'accompagnement des FARDC et du Gouvernement congolais dans leurs actions et la protection des populations fuyant leur villages suites aux atrocités.

Les principales raisons fréquemment évoquées qui poussent la population au manque de confiance envers la justice civile et militaire sont généralement : le trafic d'influence, la corruption, la subjectivité, la lenteur dans le traitement de dossiers, le rançonnement, le

tribalisme et la frustration due au relâchement de certains détenus malgré des lourdes peines à leurs charges.

D'après nos informateurs, le manque de confiance de la population envers le gouvernement actuel, la naissance de nombreux groupes armés, on peut estimer qu'il y a un grand risque de connaître des violences aux prochaines élections. Ce risque serait beaucoup plus en lien avec la résistance du gouvernement actuel à quitter le pouvoir, le non-respect du calendrier électoral présenté par la CENI.

La peur du lendemain reste grande au regard de la situation dramatique que les habitants vivent notamment l'insécurité grandissante, la pauvreté, le chômage la difficulté d'accès aux champs, les peines et tracasseries multiformes.

Les recommandations principales basées sur cette recherche telle que proposée par la population sont :

Au Gouvernement Provincial et National

- Qu'il y ait des attaques continues des FARDC contre les groupes armés (NYATURA, APCLS, CHEKA, FDLR, CNRD, NDC, MCMC, FNL, FRPI, Mai Mai de Morgan etc) afin qu'ils soient affaiblis ou neutralisés pour que la paix revienne
- Que les autorités fassent des bouclages et des couvre-feux pour récupérer les nombreuses armes qui circulent dans la population
- L'Etat devrait élaborer un plan stratégique pour traquer et sanctionner de manière exemplaire tous les bandits et les agents de l'ordre indisciplinés
- Finir avec toutes les guerres dans différents villages des trois provinces de l'Est,
- Séparer les militaires et les civiles ;
- Organiser l'alternance au pouvoir car actuellement on constate l'absence de l'autorité de l'Etat dans certains milieux
- Accorder une place prioritaire au renseignement et au contrôle de mouvements des personnes dans différents milieux surtout ceux qui sont à la frontière des pays voisins.
- Qu'ils y aient des mutations des hauts cadres de la police et de l'armée.
- Que l'éclairage public soit installé dans tous les quartiers
- Créer un centre d'encadrement des enfants dans la rue
- Partager équitablement des ressources de l'Etat et améliorer des conditions socioéconomiques de la population
- Renforcer les capacités des militaires, des policiers, des services de l'Etat et des services de renseignement en matière sécuritaire
- Restaurer l'autorité de l'Etat dans les différents milieux
- Sensibiliser la population pour lutter contre le tribalisme et les anti-valeurs
- Payer un salaire décent aux agents de l'Etat, aux militaires, à la police et aux magistrats
- Créer l'emploi en vue de réduire le chômage chez les jeunes
- Bien encadrer les démobilisés
- Le gouvernement doit arrêter les gens (politiciens) qui manipulent la population.
- Il est souhaitable que le Gouvernement et ses partenaires apportent des projets intégrateurs dans la communauté pour son développement et construise des centres interculturels pour les jeunes
- Procéder à la réforme de la police
- Décourager la collaboration des militaires loyalistes avec les groupes armés
- Que les militaires collaborent bien avec la population et qu'ils arrêtent de lier la population à des groupes armés

- Augmenter les effectifs de militaires et policiers dans les différents villages ou quartiers où ils sont nécessaires
- Promouvoir le droit de la femme en matière foncière

Aux autorités militaires, de la police nationale et autres services de sécurité

- Que les services de sécurité collaborent avec les entreprises de communication pour traquer les kidnappeurs
- Eviter la corruption lors du recrutement des policiers
- Améliorer les salaires de la police ainsi que leur logistique
- Bien former les policiers, rappeler leur mission qui est de protéger les personnes et leurs biens et non le contraire
- Tout faire pour changer la mentalité des policiers en organisation des séminaires de renforcement de capacité
- Mettre en place des mesures de contrôle des mouvements des policiers et punir sérieusement tous les policiers qui passeront à l'encontre de la loi.
- Procéder aux mutations régulières des militaires et des policiers entre les provinces
- Que nos militaires continuent avec cette bravoure afin de voir notre pays libéré de tous les groupes armés se trouvant sur le sol congolais
- Renforcer l'effectif de militaires
- Que le gouvernement améliore les salaires des militaires, les approvisionne en nourriture, améliore leur logistique surtout ceux qui sont dans des Zones opérationnelles
- Que l'Etat intègre les éléments des groupes armés dans l'armée loyale en passant par le centre d'instruction
- Qu'il y ait un bouclage systématique, car beaucoup des personnes ont des armes à feu.
- Que les FARDC enlèvent les différentes barrières érigées dans les différents coins qui tracassent les paisibles citoyens.

A la MONUSCO

- Les unités de la MONUSCO doivent accompagner les services de sécurité afin de garantir une sécurité durable dans l'ensemble des Provinces de l'Est.
- Qu'elle aide les FARDC à éradiquer les groupes armés afin de réduire l'insécurité dans les différentes provinces
- Que la MONUSCO intervienne à temps en cas d'alerte.
- Que la population soit bien sensibilisée sur la mission de la MONUSCO

Aux autorités judiciaires

- Sanctionner sévèrement les auteurs des violences sexuelles et de l'insécurité en général
- Mettre fin à l'impunité, à la corruption sous toutes ses formes
- Qu'on mette des personnes compétentes à la place qu'il faut et que la neutralité et la méritocratie soit respectées dans la justice
- Que les avocats et magistrats respectent leur serment
- Que les systèmes de justice civile et militaire s'efforcent d'être impartial, évitent la corruption, le trafic d'influence et qu'il soit expéditif pour le traitement des dossiers

- Que la population soit informée sur ses droits et devoirs afin qu'elle soit en mesure de s'opposer aux antivaleurs
- Que les frais, les procédures d'arrestation et des plaintes soient affichés au clair au vu de toute la population
- Qu'il y ait des renforcements des capacités et permutations des agents juridiques • L'Etat doit prendre en charge l'organe judiciaire en mettant à sa disposition des moyens matériels et financiers suffisants afin que ces derniers ne cèdent pas à la corruption
- Que les acteurs de la justice soient périodiquement recyclés et remplacés par les jeunes qui ont une nouvelle mentalité
- Que la justice soit décentralisée et que les parquets et tribunaux soit dans toutes les grandes cités de la province.
- Que le gouvernement construise des bureaux confortables à toutes les instances de la justice et que les maisons carcérales soient construites car celles qui existent n'ont plus de capacité de recevoir d'autres prisonniers.

A la CENI

- Organiser les élections libres, démocratiques, transparentes et crédibles dans le délai constitutionnel
- Ne pas changer la date des élections, c'est-à-dire le 23 décembre 2018
- Tenir compte du consensus dans l'utilisation de la machine à voter
- Rester impartial et neutre.

A la population civile

- Aux églises de prêcher la vertu morale et spirituelle pour le changement de mentalité
- Organiser des rencontres interethniques et tables rondes autour des chefs coutumiers afin de concilier les points de vue et aplanir les divergences.
- Que les politiciens cessent de manipuler la population.
- Il faut créer les commissions de sensibilisations à la cohabitation pacifique où chacun doit sensibiliser dans sa communauté ethnique
- Favoriser les mariages entre différentes communautés ethniques
- Exécuter des projets intégrateurs de différentes communautés
- Respect de planning familial dans le but d'être capable de procréer les enfants que l'on sera capable de supporter sur tout le plan
- Que la population se sentent concernée et qu'elle collabore avec les services de sécurité
- Que les coutumes ne défavorisent plus la femme en faveur de l'homme en matière d'accès à la terre.